



De meilleurs bâtiments aujourd'hui, pour de meilleures vies demain

Nous - société civile européenne, ONG sociales, sanitaires et environnementales, autorités locales, syndicats et mouvements de jeunesse - demandons aux décideurs politiques de veiller à ce que les bâtiments européens constituent la base d'une transition énergétique inclusive, équitable et juste, qui place les personnes au centre.

Les bâtiments sont responsables de près de 40 % de la consommation totale d'énergie de l'UE et la majorité de nos bâtiments (75 %) sont jugés inefficaces, ce qui signifie que la plupart des habitants de l'Union européenne vivent dans des bâtiments qui ne sont pas adaptés.

Pourtant, depuis des décennies, il n'y a pratiquement pas eu d'efforts pour mettre en place des politiques de construction inclusives et ambitieuses qui soutiendraient la rénovation énergétique des bâtiments européens. Cette inaction politique de la part des décideurs européens et nationaux a eu un impact sur les ménages européens qui subissent aujourd'hui de plein fouet les conséquences de la crise des énergies fossiles.

Le "trilemme" de l'augmentation des coûts de l'énergie, de la crise du coût de la vie et de l'urgence climatique est arrivé à nos portes, avec des millions de ménages devant choisir entre manger et se chauffer. Rendre nos maisons et nos bâtiments efficaces et producteurs d'énergie renouvelable est la réponse à ces problèmes, car elle peut contribuer à réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles dangereux, coûteux et volatils, aider à protéger les gens de la pauvreté énergétique et améliorer la qualité de l'air tout en luttant contre la crise climatique.

Cela commence par un cadre politique européen solide, ainsi que par des investissements et des ressources qui peuvent être consacrés à l'activation d'acteurs de terrain pour faire de la transition dans nos bâtiments une réalité. La création de logements plus efficaces sur le plan énergétique permet d'économiser de l'énergie et de l'argent, tout en protégeant le droit à un cadre de vie confortable et sain pour tous.

Afin de mettre en place une directive sur les bâtiments qui soit socialement et écologiquement saine, nous pensons que :

- **Maximiser le potentiel de performance énergétique de nos maisons et bâtiments par le biais d'une "vague de rénovation profonde et holistique"** est une solution majeure pour faire face à la crise actuelle des prix de l'énergie. Alors que nous sommes invités à réduire la demande en énergie et cesser d'utiliser les combustibles fossiles le plus rapidement possible, la combinaison de travaux d'isolation avec l'installation de systèmes de chauffage et de refroidissement renouvelables permettra de réaliser des économies d'énergie importantes et de réduire davantage les émissions, tout en intégrant les bâtiments dans le système énergétique, ce qui nous aidera à tirer le meilleur parti de nos investissements.

- **Un cadre réglementaire solide et clair doit être mis en œuvre, assorti de garanties sociales tout aussi solides.** L'amélioration des niveaux de performance énergétique des bâtiments résidentiels est cruciale pour assurer une transition juste et inclusive dans nos bâtiments. Étant donné que le secteur du logement est très diversifié, les garanties et mesures de facilitation sociale doivent être conçues aux niveaux national et local. Celles-ci doivent protéger les locataires et les propriétaires, garantir l'accessibilité des logements à tous les résidents, et prendre en compte différents types de logements lors de la conception des programmes de rénovation.
- **Un financement adéquat et suffisant devrait être alloué aux ménages vulnérables afin de donner la priorité à la rénovation des logements les moins performants des ménages à faibles revenus.** Garantir l'allocation d'un financement personnalisé, accessible et abordable implique de prendre en compte non seulement les considérations économiques mais aussi raciales, d'âge et de genre, entre autres dimensions importantes lors de l'élaboration de programmes financiers pour les rénovations. En outre, la typologie de l'occupation des bâtiments doit être prise en compte, car différents instruments financiers et/ou mesures d'assistance technique pourraient mieux dépasser les barrières économiques et non économiques des rénovations énergétiques plus complexes d'immeubles à plusieurs appartements. Enfin, le suivi (et la garantie) des résultats de l'impact positif des rénovations sera essentiel.
- **L'activation et le soutien d'acteurs nationaux et locaux de terrain par le biais de politiques européennes adéquates peut permettre à une multitude de parties prenantes de se préparer aux défis à venir.** Avec une feuille de route claire compatible avec l'Accord de Paris et des mesures de soutien et d'application, les gouvernements et les autorités régionales et locales pourront (et devront) préparer les infrastructures énergétiques nécessaires pour économiser l'énergie et exploiter les potentiels locaux de chauffage renouvelable. La mise en place de logements à haute efficacité énergétique, l'abandon des systèmes de chauffage à base de combustibles fossiles et la création d'emplois verts requièrent une coopération avec les organisations de lutte contre la pauvreté (prestataires de services sociaux, ONG et praticiens locaux de la santé), les communautés énergétiques, les syndicats, les industries et les institutions financières.

Une perspective à long terme peut aider non seulement les acteurs publics mais aussi privés à concevoir les catalyseurs nécessaires (financement public et privé et assistance technique), l'amélioration des conditions de travail et la mise en place de programmes de formation pour améliorer les compétences des travailleurs. Cela garantira la création d'un nombre suffisant d'emplois directs et la disponibilité suffisante de main-d'œuvre qualifiée, avec des conditions de travail décentes et de solides protections sociales, afin de décarboner nos bâtiments de la manière la plus inclusive et la plus respectueuse de l'environnement.

Aujourd'hui plus que jamais, les décideurs doivent répondre à la montée en flèche des factures d'énergie, les défis en matière de chauffage et de climatisation et la crise climatique qui se profile à l'horizon. Nous avons besoin d'un cadre législatif qui donne la priorité aux bâtiments les plus vétustes et qui englobe une aide financière, une assistance technique et une protection sociale forte; **parce qu'une directive sur les bâtiments socialement juste et ambitieuse signifie offrir de meilleurs bâtiments pour de meilleures vies demain.**